



SOMMAIRE

	Page
Point 8 de l'ordre du jour :	
Adoption de l'ordre du jour	
Premier rapport du Bureau .....	39

**Président : M. Abdelaziz BOUTEFLIKA**  
(Algérie).

**POINT 8 DE L'ORDRE DU JOUR**

**Adoption de l'ordre du jour**

**PREMIER RAPPORT DU BUREAU (A/9750)**

1. Le PRÉSIDENT : L'Assemblée est saisie du premier rapport du Bureau [A/9750]. Nous allons examiner d'abord les recommandations formulées par le Bureau à la section II, qui traitent de l'organisation de la session. Ces recommandations figurent aux paragraphes 2 à 15.

2. Les paragraphes 2 et 3 concernent l'horaire des séances; les paragraphes 4 et 5 concernent la discussion générale, notamment la durée de la discussion générale et la clôture de la liste des orateurs. La discussion générale commencera le 23, la liste des orateurs sera donc close le 25 à 18 heures, conformément à l'alinéa b du paragraphe 4. Aux paragraphes 6 et 7, le Bureau attire l'attention de l'Assemblée sur certaines recommandations touchant l'exercice du droit de réponse; le paragraphe 8 concerne la date de la clôture de la session; le paragraphe 9, les comptes rendus des grandes commissions; le paragraphe 10, la disposition des places pendant la session; les paragraphes 11 et 12 concernent respectivement l'utilisation de la salle de l'Assemblée générale et celle du dispositif mécanique de vote; le paragraphe 13 se rapporte aux installations d'interprétation; le paragraphe 14 traite des incidences financières des projets de résolution; et le paragraphe 15 concerne les rapports des grandes commissions.

3. S'il n'y a pas d'observations ni d'objections touchant les paragraphes que je viens de mentionner, à savoir les paragraphes 2 à 15, je considérerai que l'Assemblée générale approuve ces paragraphes.

*Il en est ainsi décidé.*

4. Le PRÉSIDENT : Nous passons maintenant à la section III du rapport du Bureau qui a trait à l'adoption de l'ordre du jour. Je voudrais souligner que nous n'examinons pas pour le moment le fond des questions, sauf lorsque cela peut aider l'Assemblée à décider d'inscrire ou de ne pas inscrire une question à l'ordre du jour.

5. Le paragraphe 17 concerne le rapport du Conseil économique et social, point 12 du projet d'ordre du jour, présenté par le Secrétaire général dans son mémoire [A/BUR/182 et Add.1]. Puis-je considérer que l'Assemblée générale prend acte du paragraphe 17 ?

*Il en est ainsi décidé.*

6. Le PRÉSIDENT : Le paragraphe 18 contient une recommandation visant à supprimer le point 26 du projet d'ordre du jour qui s'intitulait : "Occupation illégale par les forces militaires portugaises de certains secteurs de la République de Guinée-Bissau et actes d'agression commis par elles contre le peuple de la République". Puis-je considérer que l'Assemblée générale approuve cette recommandation ?

*Il en est ainsi décidé.*

7. Le PRÉSIDENT : Au paragraphe 19, le Bureau recommande de modifier le libellé du point 85 du projet d'ordre du jour. Puis-je considérer que l'Assemblée générale approuve cette recommandation ?

*Il en est ainsi décidé.*

8. Le PRÉSIDENT : Le paragraphe 20 contient une recommandation visant à renvoyer à la trente et unième session l'examen du point 99 du projet d'ordre du jour qui s'intitulait : "Amendement à l'Article 22 du Statut de la Cour internationale de Justice (Siège de la Cour) et amendements connexes aux Articles 23 et 28". Puis-je considérer que l'Assemblée générale approuve cette recommandation ?

*Il en est ainsi décidé.*

9. Le PRÉSIDENT : Au paragraphe 21, le Bureau recommande l'inscription du point 101 du projet d'ordre du jour : "Question de la création, en application de la Convention sur la réduction des cas d'apatridie, d'un organisme auquel pourront recourir les personnes demandant à bénéficier de ladite Convention". L'article 23 du règlement intérieur prévoit que "quand le Bureau a recommandé l'inscription d'une question à l'ordre du jour, seuls trois orateurs pour et trois orateurs contre peuvent prendre la parole lors du débat sur l'inscription de cette question". Certains membres désirent-ils prendre la parole au sujet de l'inscription de ce point ? Puis-je considérer que le point 101 est inscrit à l'ordre du jour ?

*Il en est ainsi décidé.*

10. Le PRÉSIDENT : Au paragraphe 22, il est recommandé d'inscrire au projet d'ordre du jour le point 104, intitulé : "Statut de la Communauté économique européenne auprès de l'Assemblée générale" en tant que question hautement prioritaire. Puis-je considérer que cette recommandation est approuvée par l'Assemblée ?

*Il en est ainsi décidé.*

11. Le PRÉSIDENT : Nous passons maintenant au paragraphe 23, qui contient les recommandations du Bureau touchant les points 106 et 110 relatifs à la Corée. S'il n'y a pas d'objections, je considérerai que les recommandations du Bureau sont approuvées par l'Assemblée générale.

*Il en est ainsi décidé.*

12. Le PRÉSIDENT : Nous passons maintenant à l'ordre du jour que le Bureau recommande à l'Assemblée générale d'adopter au paragraphe 24 de son rapport. Conformément à la pratique établie, nous suivrons la numérotation donnée dans ce paragraphe et nous examinerons plusieurs points à la fois lorsque cela semblera approprié.

13. Je me permets de rappeler que nous ne discutons pas pour le moment du fond des questions, sauf dans la mesure où cela peut aider l'Assemblée à décider d'inscrire ou de ne pas inscrire un point à l'ordre du jour.

14. En ce qui concerne les points 1 à 6, une décision a déjà été prise à leur sujet en séance plénière. Puis-je donc considérer que leur inscription à l'ordre du jour est approuvée ?

*Les points 1 à 6 sont inscrits à l'ordre du jour.*

15. Le PRÉSIDENT : En ce qui concerne le point 7, l'Assemblée générale est seulement priée de prendre acte de la communication du Secrétaire général figurant dans le document A/9730. En l'absence d'objections, je considérerai que l'Assemblée générale prend acte de ladite communication et approuve l'inscription de ce point à l'ordre du jour.

*Le point 7 est inscrit à l'ordre du jour.*

16. Le PRÉSIDENT : Nous passons maintenant aux points 8 à 36. S'il n'y a pas d'objections, j'estimerai que ces points sont inscrits à l'ordre du jour.

*Les points 8 à 36 sont inscrits à l'ordre du jour.*

17. Le PRÉSIDENT : Nous en venons maintenant aux points 37 à 41. Avant que l'Assemblée examine l'inscription de ces points à l'ordre du jour, je donne la parole au représentant de l'Afrique du Sud.

18. M. BOTHA (Afrique du Sud) [interprétation de l'anglais] : Aux fins du compte rendu et pour des raisons que tout le monde connaît, je tiens à déclarer que la délégation sud-africaine s'oppose à l'inscription du point 37 à l'ordre du jour et à son examen.

19. M. FALL (Sénégal) : Je considère la présence à cette tribune de l'orateur qui vient de prendre la parole comme une provocation et une insulte envers l'Assemblée. Mais puisqu'il veut faire de la provocation, je tiens à lui dire dès maintenant qu'il ne perd rien pour attendre. Pour le moment, je demande à l'Assemblée d'approuver l'inscription du point 37 à son ordre du jour.

20. Le PRÉSIDENT : Puis-je considérer que l'Assemblée générale décide d'inscrire les points 37 à 41 à son ordre du jour ?

*Les points 37 à 41 sont inscrits à l'ordre du jour.*

21. Le PRÉSIDENT : S'il n'y a pas d'objections maintenant à l'inscription des points 42 à 98, je considérerai que l'Assemblée décide de les inscrire à son ordre du jour.

*Les points 42 à 98 sont inscrits à l'ordre du jour.*

22. Le PRÉSIDENT : Le point 99 — 101 du projet d'ordre du jour — est déjà inscrit à l'ordre du jour par une décision prise par l'Assemblée générale [voir le paragraphe 9 ci-dessus] au sujet du paragraphe 21 du rapport du Bureau.

23. En ce qui concerne les points 100 et 101, puis-je considérer que l'Assemblée décide d'inscrire ces points à l'ordre du jour ?

*Les points 100 et 101 sont inscrits à l'ordre du jour.*

24. Le PRÉSIDENT : Le point 102 — 104 du projet d'ordre du jour — est déjà inscrit à l'ordre du jour par une décision prise par l'Assemblée générale [voir le paragraphe 10 ci-dessus] au sujet du paragraphe 22 du rapport du Bureau.

25. En ce qui concerne le point 103, puis-je considérer que l'Assemblée décide d'inscrire ce point à l'ordre du jour ?

*Le point 103 est inscrit à l'ordre du jour.*

26. Le PRÉSIDENT : Le point 104 — 106 du projet d'ordre du jour — est déjà inscrit à l'ordre du jour par une décision prise par l'Assemblée générale [voir le paragraphe 11 ci-dessus] au sujet du paragraphe 23 du rapport du Bureau.

27. Nous en venons maintenant aux points 105, 106 et 107. Puis-je considérer que l'Assemblée décide d'inscrire ces points à l'ordre du jour ?

*Les points 105, 106 et 107 sont inscrits à l'ordre du jour.*

28. Le PRÉSIDENT : La question suivante est le point 108, intitulé "Question de Palestine".

29. M. TEKOA (Israël) [interprétation de l'anglais] : J'ai pris la parole à la 219<sup>e</sup> séance du Bureau pour déclarer que l'inscription à l'ordre du jour du point intitulé "Question de Palestine" porte préjudice aux buts et principes de la Charte des Nations Unies et aux efforts de paix déployés au Moyen-Orient. Il n'était guère nécessaire d'attendre le débat actuel sur cette question pour avoir confirmation des graves répercussions que l'inscription de ce point comporte. Cette confirmation a été amplement démontrée au sein du Bureau lui-même par les auteurs de ce point. L'appui apporté par les auteurs de ce point à une organisation dont le but est la destruction d'un Etat Membre des Nations Unies est, en vérité, la façon la plus criante de travestir la Charte. Le pacte de l'organisation des groupes terroristes arabes, la prétendue Organisation de libération de la Palestine (OLP), stipule, entre autres, à l'article 19, que "Le partage de la Palestine de 1947 et la création d'Israël sont nuls et nonavenus dans l'essentiel". L'article 20 stipule que "Le fait de prétendre que des liens historiques ou spirituels existent entre les Juifs et les Palestiniens n'a rien à voir avec les réalités historiques. Les Juifs ne sont pas un peuple ayant une personnalité qui leur est propre". Et l'article 21 stipule que "la libération de la Palestine débarrassera la Palestine de la présence sioniste. Le peuple arabe de Palestine repousse toute solution autre que la libération complète de la Palestine et rejette tous les plans visant à un règlement de la question palestinienne".

30. Telle est l'organisation qui demande l'inscription de la question de Palestine à l'ordre du jour de l'Assemblée générale. Voilà le groupe qu'aident et défendent

dent les auteurs et les partisans de ce point. Certains ont déjà déclaré que les membres de ce groupe devraient être invités à participer aux délibérations de l'Assemblée générale sur la question de Palestine. Ce serait là en vérité un spectacle auquel il convient de réfléchir : les assassins de Lod et de Munich, ceux qui ont préparé et exécuté les massacres de Khartoum, d'Athènes et de Ma'alot, ceux qui détournent des avions, ceux qui tuent des femmes, des hommes et des enfants innocents se verraient donc reconnus et accueillis au sein des Nations Unies. Est-ce que le moindre principe de la Charte pourrait demeurer intact si cela se produisait ? Est-ce que quiconque jouissant de bon sens pourrait continuer de prendre les Nations Unies au sérieux si l'Organisation agissait d'une façon aussi irréfléchie ? Si les intentions et des aspirations des Etats qui préconisent l'inscription de la question de Palestine à l'ordre du jour étaient réalisées, la Charte des Nations Unies serait alors mise en pièces, l'égalité de toutes les nations et de tous les Etats serait réduite en poussière, et l'assassinat pour l'assassinat triompherait. Est-ce là la destinée des Nations Unies ? Est-ce là la vocation de la communauté internationale ? Est-ce par une aberration de ce genre que la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale s'inscrira dans les annales de l'histoire ?

31. Les masques derrière lesquels se cachent les auteurs de ce point ne peuvent dissimuler leurs véritables desseins. Lorsqu'ils parlent d'assurer le droit à l'autodétermination aux habitants arabes de Palestine, ce n'est pas du tout ce qu'ils ont à l'esprit. Les Arabes de Palestine n'exercent-ils pas leur droit à l'autodétermination dans l'Etat arabe palestinien de Jordanie ? N'y votent-ils pas ? Le Parlement n'est-il pas un parlement comptant des membres palestiniens jordaniens ? Le gouvernement n'est-il pas palestino-jordanien ? Les Arabes de Palestine n'exercent-ils pas en Jordanie-Palestine leurs droits nationaux ? Ne sont-ils pas indépendants dans un Etat qui est palestinien sur le plan de l'histoire, de la géographie, de la démographie et de la politique ?

32. Lorsque ceux qui ont porté la question de Palestine devant l'Assemblée générale parlent de droits inaliénables et d'autodétermination, ils ne pensent pas à leurs revendications, mais aussi au déni du droit à l'autodétermination, à l'indépendance et à la souveraineté du peuple juif. Les Arabes de Palestine exercent déjà ces droits, et si l'exercice de ces droits laisse à désirer, l'on pourrait tout naturellement y pallier dans le cadre de l'Etat arabe palestinien de Jordanie. Personne, y compris Israël, ne saurait mettre en cause ces droits. Toutefois, les auteurs de l'inscription de la question de Palestine à l'ordre du jour mettent en question d'une façon éhontée et directe les droits inaliénables du peuple israélien. Aucune protestation de prétendus désirs de paix ne saurait couvrir ces tristes activités.

33. Un Etat qui se place aux côtés de la prétendue OLP, un Etat qui appuie ladite organisation dans ses actes barbares qui visent l'existence d'Israël et la vie de son peuple, ne peut prétendre vouloir une paix véritable avec Israël. Un Etat qui soulève la question palestinienne dans un esprit manifeste de belligérance à l'égard d'Israël ne peut être considéré comme travaillant à la cause de la paix dans la région en coopération avec Israël. Un Etat qui attise les hostilités

envers Israël et qui encourage les polémiques publiques et l'acrimonie à l'Assemblée générale fait inévitablement surgir des doutes quant à sa compétence pour s'associer aux efforts diplomatiques de paix.

34. L'objectif premier d'Israël est d'aboutir à la paix avec ses voisins arabes. C'est précisément en raison de cette aspiration, de cet espoir profondément enraciné, qu'Israël se doit d'attirer l'attention de l'Assemblée générale sur les graves répercussions que la discussion de la question de Palestine aura sur les efforts de paix au Moyen-Orient. C'est pour cette raison qu'Israël se doit de souligner la lourde responsabilité qui incombera aux Etats qui donnent leur appui à cette initiative. Il est déjà évident que l'inscription de ce point à l'ordre du jour empoisonne l'atmosphère au Moyen-Orient à un moment où l'on a plus que jamais besoin d'assouplir la situation excessivement tendue dans la région. Un débat sur la question de Palestine et ses conclusions, que l'on peut déjà prédire, étant donné la majorité mécanique et partielle qui existe, pourraient porter un coup fatal aux efforts actuels tendant à trouver une paix juste et durable dans la région.

35. Une telle possibilité inquiète, certes, Israël, mais c'est aussi là un danger que devraient considérer les Etats arabes, ceux qui les soutiennent et tous les membres de l'Assemblée générale.

36. De toute façon, le Gouvernement d'Israël ne restera pas un spectateur passif face à une menace à ses intérêts vitaux, à ses droits fondamentaux et à la vie de ses citoyens. Il se défendra contre la campagne de terrorisme qui se profile derrière la demande de discussion de la question de Palestine. Il protégera ses citoyens par tous les moyens dont il dispose et défendra ses intérêts nationaux avec la même vigueur et la même détermination. Israël est une société démocratique, riche d'opinions politiques différentes. Cependant, nous ne faisons qu'un lorsqu'il s'agit de résister à l'agression et à la belligérance, tant sur le plan militaire que politique. Ceux qui désirent la paix verront toujours Israël prêt à la paix. Mais l'hostilité et l'agression entraîneront toujours chez les Israéliens une réaction appropriée et résolue. Ceux qui veulent la paix au Moyen-Orient devraient avoir tout cela présent à l'esprit lorsqu'ils fixeront leur position en ce qui concerne la discussion de la question de Palestine.

37. M. ABDEL MEGUID (Egypte) [*interprétation de l'arabe*] : Depuis la création de cette organisation internationale, nous avons entendu, ici, dans cette salle, des voix qui lançaient un appel à la liberté, puis d'autres qui, certes, ne s'élevaient pas contre ceux qui demandaient l'exercice de ce droit sacré et durable, sauf pour dire qu'il s'agissait de voix de terroristes. Cela n'est pas étrange, car ce n'est là qu'une issue facile, la seule possibilité étant d'accuser la personne qui, prétendument, terrorise le monde alors qu'en fait, elle ne fait que demander le respect de son droit et travailler à son rétablissement.

38. Point n'est besoin pour moi d'éclaircir ce point davantage aujourd'hui, compte tenu plus particulièrement du fait que l'Assemblée regroupe maintenant en son sein 138 Etats, dont la majorité ont vécu cette expérience et continueront de lutter jusqu'à ce que la liberté soit rétablie.

39. L'Organisation, depuis sa création, a été le témoin de nombreux événements. L'évolution de ces événements au cours de ces dernières années a montré qu'Israël, qui a été créé aux termes d'une résolution de l'Organisation des Nations Unies, est, des Membres de l'ONU, celui qui viole le plus souvent les résolutions et les principes de l'Organisation. Il n'est pas étonnant que le représentant d'Israël soit inquiet d'entendre dire que la cause du peuple de Palestine sera soumise à l'Organisation. Le fait qu'il se défende avec détermination et demande que cette cause soit oubliée et ignorée est peut-être une réaction logique. Il sait très bien que les droits du peuple palestinien ont été violés et qu'on les a usurpés. Cependant, il n'est pas étonnant non plus qu'il appelle terroriste une personne qui demande l'exercice de ses droits. Il sait très bien comment Israël s'est emparé de ces droits par le terrorisme et d'autres actes d'extermination et d'agression dépassant même la notion de terrorisme. Il n'est pas étonnant que dans un pays qui prétend défendre le monde contre le terrorisme, les autorités responsables soient fières de dire que leurs avions bombarderont toujours, de façon barbare, des centaines de civils vivant dans des camps de réfugiés dans des Etats arabes. Israël, lorsqu'il attaque un Etat souverain indépendant et lorsqu'il bombarde les villages et tue les citoyens de cet Etat, ne fait que "défendre sa sécurité".

40. Israël, lorsqu'il attaque des camps de réfugiés palestiniens vivant avec l'aide volontaire du monde et sous l'égide d'un organisme international des Nations Unies, dit qu'il travaille à la paix. C'est la logique d'Israël telle que la connaît l'opinion publique internationale à l'heure actuelle. Lorsque le peuple de Palestine vient devant l'Organisation et lui demande d'affirmer son droit à l'autodétermination, essayant de travailler dans le cadre de la légalité et de façon légitime, appuyé par toutes les puissances éprises de paix et par celles qui considèrent la liberté comme sacrée, Israël vient ici et le rejette, allant jusqu'à décrire ces personnes privées de leurs droits et sans patrie comme des personnes ne méritant pas que leur cause soit entendue et que le monde entier appuie cette juste cause.

41. Toutefois, le plus étrange dans la logique du représentant d'Israël, c'est son insistance à montrer que la présentation de la question de Palestine ferait obstruction à la paix. En fait, la discussion des racines des problèmes générerait son règlement, si l'on admet la logique du représentant d'Israël. Mais il reste à Israël à nous convaincre de ce type de logique inversée. Le représentant d'Israël doit exposer son jugement et le justifier. Il doit montrer que l'OLP est un groupe terroriste et que toutes les résolutions adoptées par les conférences politiques internationales, et même par celles tenues sous l'égide des Nations Unies qui ont reconnu cette organisation comme une organisation de libération, seraient vides de sens. En dernière analyse, Israël voudrait être le seul à décider si l'OLP est un mouvement de libération ou un groupe terroriste.

42. Le représentant d'Israël, dont les manœuvres se sont multipliées devant cette assemblée, ne peut inverser ainsi la logique. Mais peut-être préfère-t-il oublier tout ce qu'il prétend méconnaître : la réalité politique de notre monde libre d'aujourd'hui. Peut-

être ne comprend-il pas très bien cette réalité et ne voit-il pas que la recherche de l'obtention de leurs droits par les peuples est devenue une chose sacrée, que cette organisation est la seule à pouvoir trancher de cette question, à restaurer les droits de ces peuples et à les soutenir dans leurs efforts en vue du respect de ces droits ? Devant l'appui solide fourni par toutes les forces éprises de paix à la juste cause du peuple de Palestine, nous espérons que le représentant d'Israël conclura que la seule route vers la paix est celle qui passe par la restauration de tous les droits du peuple de Palestine, de ses droits nationaux légitimes et qu'Israël devrait mettre fin à toute forme d'occupation. C'est de cette façon qu'Israël peut démontrer qu'il veut la paix et qu'il entend se joindre à notre monde libre et travailler à la libération de tous les peuples du monde de façon à instaurer la justice et la paix dans une région qui recherche une paix durable fondée sur la justice et voudrait participer activement au progrès de l'ensemble de l'humanité.

43. M. HUANG (Chine) [*traduction du chinois*] : La question de Palestine se pose entièrement à cause de l'agression sioniste israélienne qui se poursuit avec l'appui et la connivence des superpuissances. Plus d'un million de Palestiniens ont été chassés de leur pays par l'agression israélienne. Ils sont restés jusqu'à maintenant sans patrie, menant une vie extrêmement misérable. Leurs droits nationaux, sacrés et inaliénables, n'ont jusqu'ici pas été restaurés. Il est évident que la question palestinienne n'est absolument pas une question de réfugiés mais une question d'agression face aux forces de l'antiagression. C'est une question politique importante concernant la restauration des droits nationaux du peuple de Palestine et sa lutte pour sa libération nationale. Sur cette question d'une grande importance politique, les Nations Unies auraient dû tenir depuis longtemps des discussions sérieuses et adopter des résolutions appropriées en vue de leur application. Il convient de mettre un terme à un état de choses dans lequel les deux superpuissances disposent des droits nationaux du peuple de Palestine et du territoire et de la souveraineté des pays arabes comme d'un élément de marchandage pour des discussions politiques servant leur hégémonie et leur politique des sphères d'influence.

44. Le Gouvernement et le peuple chinois ont toujours profondément sympathisé avec les souffrances du peuple palestinien et l'ont toujours appuyé dans sa juste lutte contre l'agression sioniste israélienne en vue de lui permettre de retourner dans sa patrie et de voir restaurer ses droits nationaux. Fidèles à cette position, nous nous sommes associés à ceux qui demandent l'inscription de la question de Palestine à l'ordre du jour de la présente session de l'Assemblée générale [A/9742 et Add.1 à 4] et nous espérons que, grâce aux efforts communs des Etats Membres et en particulier du tiers monde, la présente session apportera une contribution positive au soutien de la juste lutte du peuple de Palestine pour le recouvrement de ses droits nationaux.

45. M. ZAHAWIE (Irak) [*interprétation de l'anglais*] : Le représentant d'Israël est la dernière personne qualifiée pour sermonner les Membres des Nations Unies sur la façon de protéger l'Organisation mondiale, sa Charte et ses résolutions. Les sionistes détiennent dans les annales des Nations Unies



le record des violations de la Charte et des résolutions de cette organisation et ne font preuve que de mépris pour les Nations Unies.

46. En dénonçant l'inscription du point 108 à l'ordre du jour de la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale, le représentant d'Israël a, probablement à son insu, admis deux choses : il a déclaré que le point qui traitait de la question de Palestine et du sort du peuple palestinien était inscrit sur l'initiative de l'OLP. Ainsi, le représentant d'Israël a identifié le peuple palestinien tout entier et son destin à l'OLP. En second lieu, en déclarant que la discussion des droits du peuple palestinien était dirigée contre Israël et contre le peuple israélien, le représentant d'Israël admet que, si les sionistes n'avaient pas occupé la Palestine par la force et n'avaient pas évincé la population autochtone par la force, l'Etat sioniste d'Israël n'existerait pas.

47. Ces affirmations du représentant d'Israël ne font que souligner la nécessité et l'urgence qu'il y a à inscrire ce point à l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

48. M. SHARAF (Jordanie) [*interprétation de l'anglais*] : Il est significatif que le Bureau ait été unanimement d'accord pour inscrire à l'ordre du jour de la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale le point intitulé : "Question de Palestine". La Jordanie appuie la discussion de cette question à l'Assemblée.

49. Le sacrifice et les souffrances des Palestiniens sont à la racine du conflit du Moyen-Orient. L'agression initiale commise par Israël contre le peuple palestinien a été le prélude aux vagues successives d'expansionnisme militaire aux dépens de l'intégrité territoriale et de la sécurité nationale des Etats arabes qui entourent Israël. Israël continue de refuser à plus d'un million et demi d'Arabes palestiniens expulsés de leurs foyers par Israël le droit d'y retourner. Depuis 1967, Israël occupe un territoire important habité par plus d'un demi-million de Palestiniens qui ont échappé aux souffrances de l'expulsion forcée en 1948 mais qui subissent maintenant celles de l'occupation militaire. Les effets conjugués de cette politique systématique et sans merci d'Israël aboutissent à un déni du droit du peuple de Palestine à l'autodétermination.

50. L'Assemblée générale doit examiner cette question et prendre les mesures nécessaires pour redresser l'injustice et établir une juste paix. Le représentant d'Israël ne saurait cacher ce fait et déformer les questions en se servant du nom de la Jordanie et des liens historiques de ce pays avec le peuple palestinien comme d'un prétexte pour ignorer et déformer la question des droits des Palestiniens. Les droits des Palestiniens sont toujours foulés aux pieds par Israël grâce aux mesures initiales d'expulsion et de dépossession prises à l'encontre du peuple palestinien en 1948. Israël continue de refuser aux Palestiniens le droit de revenir dans leurs foyers, malgré les résolutions successives prises par l'Assemblée générale depuis 1948.

51. La poursuite de l'occupation des territoires arabes, envahis et occupés en 1967, complète et perpétue le refus du droit des Arabes de Palestine à l'autodétermination. C'est là une question qui doit être discutée par l'Assemblée, celle-ci ayant pour

tâche et pour devoir d'établir la justice et une juste paix au Moyen-Orient.

52. Le PRÉSIDENT : Nous venons d'entendre le dernier orateur sur cette question. Puis-je considérer que le point 108 est inscrit à l'ordre du jour de l'Assemblée générale ?

*Le point 108 est inscrit à l'ordre du jour.*

53. Le PRÉSIDENT : Nous en venons maintenant aux points 109 et 110. Puis-je considérer que l'Assemblée générale décide d'inscrire ces points à l'ordre du jour ?

*Les points 109 et 110 sont inscrits à l'ordre du jour.*

54. Le PRÉSIDENT : Nous passons maintenant à la section IV du rapport du Bureau concernant la répartition des questions inscrites à l'ordre du jour. La répartition proposée tient compte des modifications indiquées au paragraphe 25 ainsi que des décisions énoncées au paragraphe 26. Nous les étudierons lorsque nous en viendrons à l'examen des points pertinents.

55. Je voudrais auparavant appeler l'attention des membres de l'Assemblée sur le paragraphe 27, qui concerne la Commission politique spéciale. Le Bureau a pris note de ce que, l'ordre du jour de la Commission politique spéciale restant relativement réduit, l'Assemblée générale pourrait souhaiter en tenir compte lorsqu'elle examinerait la répartition recommandée au paragraphe 28. Puis-je considérer que l'Assemblée générale prend acte du paragraphe 27 ?

*Il en est ainsi décidé.*

56. Le PRÉSIDENT : J'invite maintenant les membres à se reporter à la liste des questions dont le renvoi en séance plénière est recommandé. En ce qui concerne le point 22, je me réfère à la recommandation formulée par le Bureau au sous-alinéa i) de l'alinéa a du paragraphe 25. Puis-je considérer que l'Assemblée générale approuve cette recommandation ?

*Il en est ainsi décidé.*

57. Le PRÉSIDENT : Y a-t-il des objections à ce que les points énumérés soient examinés en séance plénière ? Il n'y a pas d'objections.

*Il en est ainsi décidé.*

58. Le PRÉSIDENT : Nous passons à la liste des questions que le Bureau a recommandé de renvoyer à la Première Commission. En ce qui concerne le point 9, il convient de se reporter à la recommandation énoncée au sous-alinéa ii) de l'alinéa b du paragraphe 25. S'il n'y a pas d'objections, puis-je considérer que l'Assemblée approuve cette recommandation ?

*Il en est ainsi décidé.*

59. Le PRÉSIDENT : Puis-je considérer que l'Assemblée générale approuve le renvoi de ces questions à la Première Commission ?

*Il en est ainsi décidé.*

60. Le PRÉSIDENT : Le Bureau recommande de renvoyer cinq questions à la Commission politique spéciale. S'il n'y a pas d'objections, puis-je considérer que l'Assemblée générale approuve cette recommandation ?

*Il en est ainsi décidé.*

61. Le PRÉSIDENT : Avant de continuer nos travaux sur l'examen des questions qui doivent être renvoyées aux autres commissions, je voudrais attirer l'attention de l'Assemblée sur le fait qu'à la toute dernière minute deux délégations ont demandé la parole sur le problème de la répartition du point 110, intitulé "Question de Chypre". Il s'agit des délégations de la Turquie et de la Grèce. Avec l'autorisation de l'Assemblée, je donnerai la parole à chacune de ces deux délégations et, tout d'abord, au représentant de la Turquie.

62. M. OLCAY (Turquie) : Monsieur le Président, je ne voudrais pas prendre la parole pour la première fois devant cette auguste assemblée, sous votre présidence, sans anticiper sur ce que mon ministre vous dira certainement au sujet des sentiments de fraternité qui existent entre nos peuples et de respect envers vos qualités personnelles d'homme d'Etat. Je me bornerai toutefois à vous exprimer les félicitations les plus sincères de ma délégation pour votre élection unanime.

[L'orateur poursuit en anglais].

63. A la 219<sup>e</sup> séance du Bureau, j'ai eu, grâce à vous, l'occasion d'exposer les vues de ma délégation sur l'inscription de la question de Chypre à l'ordre du jour de la présente session de l'Assemblée générale. J'ai nettement précisé que ma délégation ne s'opposait pas à ce que l'Assemblée examine la question de Chypre. Toutefois, elle s'interroge sur la compétence de ceux qui ont porté la question à l'attention de cet organe. J'ai catégoriquement déclaré que les prétendus représentants de Chypre n'ont aucune autorité pour représenter la communauté chypriote turque et, partant, l'ensemble de Chypre. Si le point supplémentaire intitulé "Question de Chypre" est examiné en séance plénière sans avoir auparavant été étudié par une grande commission de l'Assemblée générale, cette dernière n'aura pas la possibilité d'entendre le témoignage des représentants de la communauté chypriote turque et devra donc fonder ses délibérations sur la présentation partielle faite par les représentants de la communauté chypriote grecque. C'est évidemment là le but poursuivi par la partie grecque, dans un effort supplémentaire pour imposer silence à la communauté chypriote turque dont elle usurpe les droits depuis plus de 11 ans, sous un régime d'oppression. Je suis certain que l'Assemblée générale ne sera pas partie à une telle politique.

64. Je demande donc officiellement et avec respect que, à propos du renvoi de ce point supplémentaire à l'Assemblée générale, l'article 15 du règlement intérieur soit pleinement appliqué, c'est-à-dire qu'une majorité des deux tiers soit requise pour décider de l'examen de ce point supplémentaire en séance plénière. En d'autres termes, je demande qu'à moins qu'une majorité des deux tiers n'existe, la question de Chypre soit renvoyée, au titre de l'article 15, à une commission.

65. Si le vote ne produit pas la majorité requise conformément à l'article 15 du règlement intérieur, le point supplémentaire intitulé : "Question de Chypre" ne pourra plus être étudié en séance plénière avant que l'une des commissions compétentes n'en ait été saisie et n'ait fait rapport à ce sujet.

66. Ai-je besoin de rappeler que, si l'Assemblée générale décide d'examiner la question de Chypre sans entendre l'une des principales parties au conflit, et si elle fonde ses délibérations uniquement sur une présentation partielle faite par la communauté grecque de Chypre, on sera en droit de s'interroger sur la valeur de sa contribution à la solution du problème.

67. Par conséquent, je prie instamment les membres de l'Assemblée de voter négativement de façon que la question de Chypre ne soit pas examinée directement en séance plénière, mais qu'elle soit tout d'abord renvoyée à l'une des grandes commissions, qui fera rapport à l'Assemblée. Je demande en outre un vote par appel nominal et je prie les membres de l'Assemblée de se prononcer clairement quant aux deux possibilités que je viens d'esquisser.

68. M. CARAYANNIS (Grèce) [interprétation de l'anglais] : Etant donné que je suis dans une situation dans laquelle je n'ai rien à demander pour la Grèce mais tout pour Chypre, je voudrais poser une question au représentant de la Turquie. Il ne semble pas aimer beaucoup l'archevêque Makarios; il a des doutes quant au président par intérim Clerides; il ne pense pas que M. Rossides doive représenter Chypre en cette assemblée. Il l'a dit également au Bureau. Comme il est évident que quelqu'un doit représenter Chypre au cours de nos délibérations, je demande à M. Olcay qu'il propose : M. Kuçuk ou Ankara et l'ambassadeur Olcay ?

69. Les représentants de la Turquie ont, à plusieurs reprises, parlé de l'intervention grecque à Chypre; mais, s'il y a eu intervention grecque à Chypre, l'archevêque Makarios a lutté contre cette intervention et a ainsi risqué sa vie. Est-ce que le représentant de la Turquie est en mesure de nous dire si M. Kuçuk a lutté contre l'intervention turque à Chypre ?

70. Le problème de Chypre est beaucoup plus grave que M. Olcay semble le penser. Le moment venu, il sera discuté par cette assemblée. Cependant, étant donné que nous risquons de manquer de temps, je voudrais souligner dès maintenant pour ceux qui sont ici — et je pense qu'ils sont nombreux — qui voudraient voir parmi eux, à l'avenir, un Etat de Chypre indépendant que, au cours de longs siècles de son histoire, Chypre n'a jamais été en danger aussi grand de perdre, non seulement son indépendance — car l'indépendance peut toujours être recouvrée — mais aussi son identité.

71. Pour ce qui est de l'article 15 du règlement intérieur, je ferai seulement observer que cet article n'a jamais été évoqué ou appliqué précédemment au cours des 29 années de l'histoire des Nations Unies et que l'une des raisons en est qu'il est trop obscur et que personne ne comprend exactement ce qu'il signifie. Si l'on souhaite l'appliquer maintenant, dans le cas de Chypre, pour la première fois, il risque d'y avoir une double possibilité d'interprétation.

72. M. AKHUND (Pakistan) [interprétation de l'anglais] : Monsieur le Président, comme c'est la première fois que je prends la parole ici, qu'il me soit permis de vous présenter mes félicitations les plus chaleureuses et les plus respectueuses pour votre élection à la présidence de l'Assemblée générale. Lorsque mon ministre prendra la parole à cette tribune dans

quelques jours, il le fera à son tour au nom du Gouvernement et du peuple du Pakistan.

73. Sur la question qui est actuellement en discussion devant l'Assemblée, je ne me propose pas de parler sur le fond, car ce ne serait ni utile ni approprié. Toutefois, au nom de ma délégation et de mon pays, je tiens à déclarer qu'à nos yeux, tant en raison des réalités juridiques que politiques de la situation, que de nos relations avec les antagonistes en ce drame — nous avons les relations les plus amicales avec la Turquie, nous avons une profonde admiration pour le peuple grec et nous avons un grand respect pour ses nouveaux dirigeants et son gouvernement — le moyen le plus approprié, et peut-être le seul, de parvenir à une solution de ce conflit, consiste en relations directes entre les parties directement intéressées. Je crois que, à ce stade, le meilleur moyen pour la communauté mondiale de venir en aide aux parties est de les encourager à un rapprochement.

74. Sur cette question, qui semble être de procédure, nous avons entendu l'une des parties demander que le problème soit discuté directement en séance plénière tandis que l'autre partie désire qu'il soit renvoyé tout d'abord à une commission. Dans ces conditions, ma délégation pense que la seule possibilité qui s'offre à nous est d'appliquer rigoureusement le règlement intérieur qui, après tout — que l'article dont il s'agit ait été ou non appliqué dans le passé — a été élaboré pour permettre à l'Assemblée générale de travailler le plus efficacement possible. J'irai plus loin et je dirai qu'on ne saurait s'écarter du règlement intérieur que pour des raisons extrêmement sérieuses.

75. Le représentant de la Turquie, M. Olcay, a exposé un argument de poids en faveur du renvoi de la question à une commission. En m'associant à cet argument, je n'entends pas, bien sûr, dire que, lorsqu'elle le désire, l'Assemblée générale n'a pas compétence pour entendre toute personne ou tout groupe de personnes qu'elle souhaite entendre.

76. Selon ma délégation, une autre raison milite en faveur de l'examen préalable de cette question par une commission. La nature du conflit chypriote étant ce qu'elle est — et je pense qu'on admet en général que quels que soient les facteurs en jeu il convient de favoriser le rapprochement des parties — il n'en demeure pas moins que cette assemblée, avec son caractère solennel et sa procédure formelle, ne se prête guère à la réalisation de cet objectif. Par contre, nous savons que, dans le cadre des commissions, les procédures sont plus souples et qu'il règne une certaine atmosphère d'intimité qui favorise les tentatives de compromis et permet aux efforts diplomatiques qui peuvent se déployer en coulisse et auxquels on a si souvent recours de parvenir à des résultats positifs.

77. Ces raisons m'amènent à suggérer que l'Assemblée générale devrait en l'occurrence s'en tenir à son règlement intérieur, et dans ce cas particulier à l'article 15, qui semble à ma délégation dépourvu d'ambiguïté. Il y est dit en effet :

“Sauf décision contraire prise par l'Assemblée générale à la majorité des deux tiers des membres présents et votants, aucune question additionnelle ne peut être examinée avant qu'un délai de sept jours ne se soit écoulé à compter de son inscription à l'ordre du jour...”

Je ne vois là nulle place pour le doute ou l'ambiguïté. Il appartient à l'Assemblée générale de décider, à la majorité des deux tiers, si elle désire ne pas tenir compte de cet article; mais si l'on s'en tient à la procédure habituelle, tout point supplémentaire doit être renvoyé devant une commission. Cela ne fait aucun doute. Si bien que tant du point de vue du règlement intérieur que de la réalité politique, et dans l'intérêt de toutes les parties intéressées, le mieux serait de renvoyer cette question à l'une des grandes commissions.

78. Vous venez, Monsieur le Président, d'appeler l'attention de l'Assemblée sur le paragraphe 27 du rapport du Bureau où ce dernier note que le Secrétaire général a indiqué que la Commission politique spéciale n'a pas un ordre du jour chargé; dans ces conditions, peut-être y aurait-il lieu d'envisager de renvoyer la question de Chypre devant cette commission. Ce n'est pas là une proposition en bonne et due forme, mais une suggestion aux membres de l'Assemblée.

79. M. KYPRIANOU (Chypre) [*interprétation de l'anglais*] : Monsieur le Président, en tant qu'ancien collègue, je souhaiterais me joindre aux orateurs précédents pour vous féliciter chaleureusement à l'occasion de votre élection si méritée à la présidence de l'Assemblée générale. Nous espérons que sous votre haute direction, cette assemblée saura parvenir à des résultats constructifs.

80. Or l'occasion vient de se présenter où votre direction éclairée est maintenant nécessaire; une question de procédure vient d'être soulevée à cette tribune. Elle l'a été par le représentant de la Turquie, dont le point de vue a été plus ou moins appuyé par le représentant du Pakistan, qui a rappelé les termes de l'article 15 du règlement intérieur. Cependant, j'ai eu l'impression que la question de Chypre avait déjà été attribuée et que le problème se trouvait réglé sans qu'aucune objection n'ait été élevée par quiconque. Par conséquent, si je ne me suis pas trompé, je ne voudrais pas faire vaguement état d'un article 15 du règlement intérieur, mais simplement réserver ma position sur cette question. Donc, si ce point a déjà été attribué et que l'objection soit présentée bien après coup, il faudrait se référer à l'article 81 plutôt qu'à l'article 15. Voilà ce que j'avais à dire, Monsieur le Président, pour votre information.

81. Concernant d'autres remarques qui ont été faites et bien que ne voulant pas aborder présentement le fond de la question, je voudrais dire qu'il me paraît réellement excessif que le représentant d'un pays qui a envahi Chypre et qui en conserve de façon illégale une partie sous son occupation essaye d'imposer à cette assemblée de discuter le problème de l'instance dans lequel il devrait être examiné, et celui de savoir qui devrait représenter Chypre. De toute évidence, Chypre ne peut être représenté par ceux qui sont pour le moins les porte-parole des forces d'occupation turques dans ce pays.

82. Le représentant de la Turquie qui a parlé tant au Bureau qu'ici — et même plus longuement au Bureau — l'a fait d'une façon qui a donné l'impression que la Turquie était réellement menacée par Chypre. Je ne veux pas entrer dans les détails. Nous aurons amplement l'occasion de le faire, je l'espère,

en séance plénière, conformément à la décision qui a déjà été prise; mais j'aimerais à cet égard, et entre parenthèses, faire une petite remarque pour ceux qui ont même envisagé que cette question pourrait ne pas être attribuée à l'Assemblée générale; pourquoi n'ont-ils pas pensé que d'autres points dont il a été décidé aujourd'hui ou précédemment qu'ils seraient discutés en séance plénière, pourraient faire l'objet d'une attribution différente? Pourquoi agir d'une façon sans précédent dans le cas de Chypre? Tout devrait-il être sans précédent dans le cas de Chypre: la tragédie, l'attaque, les circonstances, la conspiration, même le mode de négociation et le mode de discussion? Il est peut-être un peu excessif de prendre une semblable position, spécialement devant l'Assemblée générale.

83. Quant au représentant du Pakistan, qui s'est montré aimable tant pour les délégations grecque et turque mais qui n'a rien dit au sujet de la délégation chypriote, je voudrais seulement lui faire remarquer que nous sommes aussi présents.

84. Le PRÉSIDENT: En ce qui concerne ce point, j'avais cru comprendre qu'il n'y avait pas d'objections à ce qu'il soit renvoyé en séance plénière. Or nous sommes maintenant devant une situation nouvelle. Devant la complexité des propositions qui ont été faites, il me paraît opportun que la séance plénière reste saisie de la question, conformément au vote acquis ici en temps utile. Toutefois, la séance plénière n'aurait à connaître de cette question que sur la base d'un rapport qui serait fait par une commission *ad hoc* de l'une des grandes commissions de l'Assemblée générale. Ce rapport pourrait être fait, par exemple, par la Commission politique spéciale. C'est sur la base de ce rapport que la discussion sur la question que pose le point 110 de l'ordre du jour reviendrait en séance plénière.

85. M. KYPRIANOU (Chypre) [*interprétation de l'anglais*]: C'est là une situation vraiment malencontreuse et je suis au regret, Monsieur le Président, de mettre en question votre décision — s'il s'agit bien d'une décision. Mais, très sincèrement, je pense que certaines délégations deviennent tout à coup très sensibles au règlement intérieur. Puisque vous venez de confirmer que cette question était directement attribuée à l'Assemblée plénière et que, par conséquent, on s'est écarté de l'article 15, je proposerai que, du moins, vous mettiez aux voix la proposition tendant à revenir sur la décision qui vient d'être prise; ou, si une décision n'a pas été prise, que vous mettiez aux voix la suggestion tendant à ce que la question soit renvoyée directement en séance plénière conformément à l'article 15.

86. M. CARAYANNIS (Grèce) [*interprétation de l'anglais*]: J'appuie pleinement la proposition du représentant de Chypre. Je crois comprendre que ce point a été recommandé pour inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée générale, hier, par le Bureau et qu'il a été recommandé qu'il soit examiné en séance plénière. Si l'on doit apporter un changement, je pense que cela doit se faire par un vote de cet organisme.

87. M. OLCAY (Turquie): Monsieur le Président, je m'excuse d'avoir demandé la parole une seconde fois, surtout après la décision que vous venez d'expri-

mer et sur laquelle je suis entièrement d'accord. Mais les représentants des deux Grèce, successivement, ont prouvé, une fois de plus, qu'ils essaieraient par tous les moyens d'empêcher que la voix des Turcs de Chypre soit entendue. Par conséquent, je m'en remets à votre sagesse, Monsieur le Président, et à celle de l'Assemblée générale pour que ce jeu très clair soit déjoué, soit par un vote de l'Assemblée, soit par votre décision.

88. M. AMERASINGHE (Sri Lanka) [*interprétation de l'anglais*]: Monsieur le Président, j'apprécie beaucoup votre amitié, mais j'apprécie également le règlement intérieur.

89. On a dit que l'article 15 n'a jamais été invoqué auparavant et qu'il est ambigu. Je ne suis pas d'accord sur la deuxième partie de cette déclaration. L'article 15 dit que des questions additionnelles peuvent être inscrites à l'ordre du jour par décision d'une majorité de membres présents et votants. Cette question a été placée à l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

90. La deuxième partie de cet article se réfère à l'examen de ce point, et dit que, sauf décision contraire prise par l'Assemblée générale à la majorité des deux tiers des membres présents et votants, aucune question additionnelle ne peut être examinée avant qu'un délai de sept jours ne se soit écoulé à compter de son inscription à l'ordre du jour ni avant qu'une commission n'ait fait rapport sur cette question.

91. Ce problème n'a pas été soulevé aujourd'hui, car l'Assemblée générale, par acclamation, a attribué ce point de l'ordre du jour à l'Assemblée plénière. Vous aviez obtenu l'accord de l'Assemblée générale sur la recommandation concernant les points attribués à l'Assemblée plénière, à la Première Commission et à la Commission politique spéciale. C'est alors que s'est présentée cette situation et que la deuxième partie de l'article 15 a été invoquée. Vous devez donc, Monsieur le Président, décider si une décision a été prise par l'Assemblée générale tendant à attribuer ce point à l'Assemblée plénière. Si vous êtes d'accord que cette décision a été prise, la seule chose que l'Assemblée puisse faire, si l'on tente de revenir sur sa décision, c'est appliquer l'article 81 et une majorité des deux tiers sera nécessaire pour revenir sur cette décision.

92. M. HOVEYDA (Iran): Monsieur le Président, comme c'est la première fois que je prends la parole, sans préjuger ce que dira mon ministre, je voudrais vous dire combien je suis heureux de me trouver à cette tribune alors que vous présidez nos débats. Et aujourd'hui encore, nous venons d'avoir une preuve supplémentaire du bien-fondé des félicitations que nous nous sommes adressées au sujet de votre élection unanime, puisque, dans votre sagesse, vous venez de proposer une solution à la situation qui vient de surgir — solution tendant à nous éviter d'entrer dans un débat de procédure sur un problème aussi important que douloureux.

93. Il ne s'agit pas de procédure, il s'agit d'une situation qui existe réellement dans le monde et qui doit trouver sa solution. Dans pareil cas, le rôle des Nations Unies est d'aider à créer l'atmosphère nécessaire en vue d'aboutir à une solution sur le terrain. Le rôle des Nations Unies n'est pas de verser de l'huile



sur un débat de procédure lorsqu'il s'agit d'un problème aussi important. C'est pourquoi ma délégation appuie la proposition que vous avez faite, Monsieur le Président.

94. Le PRÉSIDENT : Je donne la parole au représentant de Chypre pour une motion d'ordre.

95. M. KYPRIANOU (Chypre) [*interprétation de l'anglais*] : Monsieur le Président, dans le cadre d'une motion d'ordre, je voudrais dire humblement que la discussion se poursuit indéfiniment. Certes, nous avons tous beaucoup de choses à dire. Toutefois, avant de voir s'il est nécessaire d'agir de la sorte, je voudrais que vous nous disiez si une décision a été prise avant que le représentant de la Turquie n'intervienne pour la première fois. Si nous avons bien compris, une décision a été prise par acclamation et, en fait, nous avons entendu le son de votre marteau frapper le bureau, Monsieur le Président. Si tel est le cas, seul l'article 81 est en cause.

96. M. OLCAY (Turquie) : Le représentant grec qui m'a précédé à la tribune a soulevé une motion d'ordre vous demandant, Monsieur le Président, si une décision avait été prise avant que je ne prenne la parole.

97. Dans mon intervention précédente, je n'ai pas voulu faire remarquer que, par erreur, le nom de la Turquie, qui depuis longtemps déjà était inscrit pour cette question au moment où elle devait être discutée, n'a pas été porté à l'attention de la présidence. J'aurais voulu ne pas dire que l'erreur provient du fait que le Secrétariat n'a pas eu au moment opportun la possibilité de vous faire savoir, Monsieur le Président, que j'avais demandé la parole.

98. Si cette question est éclaircie, je pense que le point qui a été soulevé à la fois par le représentant du Sri Lanka et par l'orateur grec qui m'a précédé ne présente aucune validité. C'est tout ce que je voulais dire.

99. Le PRÉSIDENT : Je crois, effectivement, être en mesure de confirmer l'interprétation qui vient d'être donnée par le représentant de la Turquie sur l'inscription des délégations turque et grecque en ce qui concerne l'attribution du point 110 à l'Assemblée plénière ou aux commissions. Mais, la présidence n'a été saisie de ce point qu'au moment où nous en étions déjà à l'examen des points à attribuer à la Commission politique spéciale.

100. Je voudrais de nouveau proposer à l'Assemblée que, sans avoir à revenir sur une décision déjà adoptée, à savoir que le problème sera discuté en séance plénière, elle admette qu'avant d'être discuté en plénière, il doit faire l'objet d'un rapport présenté par l'une des commissions que vous aurez désignées, et je suggère que cette commission soit la Commission politique spéciale.

101. Je demande la coopération des uns et des autres; nous n'allons pas nous éterniser sur un débat de procédure alors que nous savons parfaitement qu'il s'agit là d'un problème extrêmement grave qui sera étudié d'une façon appropriée en séance plénière et en commission.

102. M. GARCÍA ROBLES (Mexique) [*interprétation de l'espagnol*] : Ma délégation se rallie à ce que, avec juste raison, vous venez de dire, Monsieur le

Président, à savoir que la question de Chypre constitue un problème grave. C'est pourquoi nous formons nos vœux les plus sincères pour que les bons offices du Secrétaire général contribuent à la solution de cette question et nous nous félicitons également du fait que c'est un ressortissant du Mexique qui représente, en ce moment, le Secrétaire général à Chypre.

103. Pour toutes ces raisons, nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir afin que les représentants des parties directement intéressées sortent de cette séance sans aucun sentiment d'acrimonie et sans le sentiment que leurs droits ont été méconnus. Cela est tout à fait réalisable dans la mesure où je suis certain que le représentant de la Turquie lui-même, de même que les représentants de la Grèce et de Chypre, qui sont tous trois vétérans des affaires des Nations Unies, comprendront qu'il est très difficile sinon pratiquement impossible — et à ce jour je ne me rappelle aucun cas de cette nature — qu'une question de cet ordre, ayant été proposée par un Etat ou un groupe d'Etats, ne soit pas discutée par les Nations Unies. Ma délégation pense qu'il y a là matière à nous réjouir, car l'une des raisons essentielles qui ont présidé à la création des Nations Unies était de donner à tous les Etats, grands ou petits, la possibilité d'être entendus, droit qui est stipulé à l'Article 35 de la Charte.

104. Or de quelle question s'agit-il ici ? Qu'a demandé le représentant de la Turquie ? Il a déclaré que l'Assemblée ne peut être saisie de la question avant d'avoir reçu le rapport d'une commission à son sujet. Selon la pratique en vigueur, cela signifie deux débats : l'un en commission et l'autre en plénière, puisque l'on sait fort bien que lorsqu'un groupe de délégations s'oppose à ce que l'examen d'un rapport d'une commission se borne à des explications de vote, l'Assemblée générale discute de la question. Par conséquent, dans ce cas, nous pouvons donner pleine satisfaction au représentant de la Turquie, mais loin d'éviter un débat en plénière, nous créerions ainsi deux débats.

105. Un autre aspect de la question se pose également. Cela impliquerait que le débat en séance plénière ne pourrait avoir lieu avant que deux choses ne se produisent : la première étant que s'écoule un délai de sept jours, et la seconde étant l'existence du rapport de la commission qui ne pourrait paraître qu'après la fin de la discussion en commission. Cela signifierait également que la question de Chypre ne pourrait être discutée en séance plénière que 10 ou 15 jours après sa discussion en commission. Mais la question est loin d'être insoluble. Je pense qu'il y aurait moyen de la résoudre par un accord entre les parties. Vous-même, Monsieur le Président, pourriez, à titre officieux, après notre séance, vous entretenir avec les parties en cause. Si l'on préfère que ce soit le Secrétaire général qui s'en charge je suis certain qu'il acceptera de le faire. A mon avis, telle pourrait être la solution.

106. Rien ne nous oblige à prendre à la présente séance de ce samedi matin, une décision définitive sur ce point de procédure. Comme vous le savez, ma délégation siège au Bureau et elle sait qu'au sein du Bureau personne n'a mis en cause l'article 15 du règlement intérieur. Monsieur le Président, comme vous l'avez vous-même rappelé et souligné, il y a quelques instants, de même que plusieurs orateurs, y

compris le représentant de Sri Lanka, il est de fait que lorsque le Bureau a décidé de renvoyer certaines questions en séance plénière, personne n'a soulevé d'objections. Par conséquent, si nous voulons nous en tenir strictement au règlement intérieur, il est évident que le seul article auquel nous puissions nous référer est l'article 81. Mais je répète que ma délégation ne voit nullement pourquoi nous devrions prendre une décision immédiatement. Nous pouvons continuer d'examiner la répartition des autres points qui, je crois, ne soulèvent aucun problème, et laisser pour le moment en suspens l'attribution de la question de Chypre, afin que par vos bons offices, Monsieur le Président, ou par ceux du Secrétaire général, l'on puisse trancher cette question de procédure qui, dans le fond, est très simple, et lui trouver une solution satisfaisante pour toutes les parties.

107. M. BAROODY (Arabie saoudite) [*interprétation de l'anglais*] : Nous pourrions poursuivre cette discussion pendant des heures et des heures sans parvenir à un résultat concluant. Le règlement intérieur est censé faciliter le travail de l'Assemblée et des commissions. Nous nous trouvons cependant embrouillés par certains articles de ce règlement intérieur. Il ne fait pas de doute que l'Assemblée a agi un peu à la hâte lorsqu'elle n'a pas fait d'objections à l'égard de certains points lorsque vous avez déclaré, Monsieur le Président, qu'ils seraient discutés en séance plénière. D'autre part, notre collègue de la Turquie nous a assurés qu'il avait inscrit son nom, souhaitant intervenir sur le point qu'il a soulevé par la suite. Cela s'est produit assez souvent. En ce qui me concerne, j'ai été parfois oublié et négligé lorsque je me suis fait inscrire ici même pour prendre la parole. Je parle donc d'expérience.

108. Mais pourquoi perdre ainsi notre temps ? Nous remercions nos collègues de Chypre et de la Grèce, et nous remercions également notre collègue de la Turquie pour avoir exprimé certaines craintes que peut susciter cette question. Il est décourageant de constater que les puissances — et je ne vais pas les nommer car vous les connaissez — qui ont été à l'origine de ce problème restent silencieuses et agissent en spectateurs, attendant de voir ce qui va se passer. Nous devrions dès maintenant mettre fin à ces altercations qui seront stériles. Que devons-nous faire ?

109. Ayant servi au cours de tant de sessions de l'Assemblée — en fait, au cours de toutes, sauf à Londres, en 1946, où je suis resté silencieux — je peux me risquer à dire que cette question devrait être résolue sans avoir recours au règlement intérieur, car, comme je l'ai dit, au lieu de faciliter notre travail, il ne fait au contraire que les compliquer.

110. Nous savons quelles sont les craintes de la Turquie. La communauté turque se trouve être une minorité. Il m'avait incombé de négocier avec le regretté ministre des affaires étrangères de la Turquie, M. Zorlu lui-même — que Dieu ait son âme. C'était avant que Chypre ait été formée. Cela se passait ici, dans la maison de l'ambassadeur Esin. J'avais été appelé à jouer un rôle modeste puis, finalement, après avoir entendu ce que j'avais à dire avec l'approbation de mon gouvernement, il fut décidé qu'il y aurait une Chypre.

111. On pourrait me dire : "Vous êtes en train d'aborder le fond de la question". Mais le fond a déjà été abordé de par la crainte de la Turquie que la minorité ne soit pas entendue, du fait de manœuvres d'un Etat Membre ou d'un autre, indépendamment des parties intéressées. C'est cela le fond du problème.

112. D'un autre côté, j'estime que les Grecs se sont trouvés devant une situation très difficile du fait que c'est quelqu'un d'autre qui les a engagés dans cette situation au Moyen-Orient — car la question de Chypre fait partie de la situation au Moyen-Orient. Qui sont les victimes ? C'est le peuple chypriote, grec ou turc. C'est lui la victime. Or, tout ce que nous voyons ici, c'est la façon dont cette question peut être manipulée en faveur d'une partie ou de l'autre — et cela est mauvais.

113. Je propose donc officiellement, et avec votre permission, Monsieur le Président — mais je suis prêt à retirer cette proposition si vous jugez préférable de procéder autrement — que nous ne poursuivions pas ce matin nos délibérations sur la procédure mais plutôt que, suivant le conseil de mon bon ami M. García Robles, du Mexique, dont les vues coïncident avec les miennes, le Secrétaire général, dans sa sagesse, ou bien vous, Monsieur le Président, dans votre sagesse, rencontriez les parties intéressées et toute autre personne que vous jugeriez bon de rencontrer, pour essayer de trouver la meilleure façon dont on pourrait traiter de cette question pendant cette vingt-neuvième session de l'Assemblée générale.

114. Je ne proposerai pas, à ce stade, que cela se fasse en séance plénière, à la Commission politique spéciale ou en Première Commission, étant entendu — et c'est là le fond même de toutes les difficultés — que la minorité chypriote turque tout comme la majorité chypriote grecque doivent avoir la possibilité, sans obstruction, d'être entendues, quel que soit l'organe dans lequel la question serait discutée. C'est là le fond du problème, à savoir que la minorité chypriote turque tout comme la majorité chypriote grecque soient largement entendues.

115. D'ailleurs, elles le seront, car, après tout, je pense que l'archevêque est toujours — n'est-ce pas ? — le Président de Chypre. Ce que nous ne voulons pas, c'est une manipulation de la part des grandes ou des petites puissances. Nous, les petits pays qui appartenons à cette région, nous nous réservons de faire entendre notre voix pour dire que nous ne pouvons plus tolérer les manipulations des grandes puissances qui font des victimes de peuples qui sont souverains.

116. Voilà donc ma proposition. Le Secrétaire général, vous-même, Monsieur le Président, et deux ou trois autres personnes que vous pourriez choisir, devriez vous réunir le plus tôt possible afin de rechercher, non seulement un *modus vivendi*, mais aussi la façon dont nous pourrions traiter de cette question intelligemment et sans acrimonie. Cela étant dit, je déclare à cette assemblée qu'après avoir entendu ce que vous aurez à dire, que ce soit pour accepter ma proposition ou bien pour proposer une meilleure idée, je demanderai un ajournement de la séance.

117. M. CARAYANNIS (Grèce) [*interprétation de l'anglais*] : Je suis fort reconnaissant envers M. Barroody car je pense qu'il a bien éclairci la situation,

de sorte que je pourrai peut-être me trouver à même de vous aider aussi, Monsieur le Président.

118. Si j'ai bien compris, toute la discussion tourne autour du fait qu'il faudrait donner à M. Denktash la possibilité d'intervenir devant n'importe quelle commission de l'Assemblée où toute personne pourrait prendre la parole sans aucune crainte de notre part. Plus encore, nous pensons qu'il serait bon que toute personne ayant quelque chose à dire sur cette question ait la possibilité de le faire. Donc, pour en revenir à ce que vous-même, Monsieur le Président, avez proposé, et si la seule façon pour M. Denktash de se faire entendre par cette assemblée est de parler en commission — je ne sais d'ailleurs pas quelle est la position du représentant de Chypre à ce sujet — pour ma part, je serais tout à fait d'accord pour qu'il y ait une réunion de la Commission politique spéciale et pour que M. Denktash puisse parler en cette commission, et pour que toute personne désireuse de lui poser des questions puisse le faire. Il conviendrait alors que l'on fasse un rapport sur la déclaration de M. Denktash et qu'il soit envoyé ici pour que les membres de l'Assemblée puissent discuter de la question. Ce que je veux dire, c'est que la crise de Chypre a atteint de telles dimensions qu'elle doit être discutée ici, en Assemblée.

119. M. OLCAY (Turquie) : J'ai l'impression qu'enfin la raison semble prévaloir et qu'on s'achemine vers une possibilité de s'entendre. Là où je ne suis pas tout à fait d'accord avec le représentant de la Grèce qui m'a précédé — ou bien l'ai-je mal compris — c'est lorsqu'il dit que la séance plénière ou une commission se réunirait une fois pour écouter une allocution de M. Denktash et qu'ensuite le débat reprendrait. Si mon interprétation, comme j'espère, est fautive, si on prenait alors une décision aujourd'hui même — je ne vois pas par quel truchement, mais c'est peut-être possible — permettant à M. Denktash, vice-président de Chypre et leader de la communauté chypriote turque, de prendre part au débat sur Chypre ici-même, je serais tout à fait d'accord avec cette manière de procéder et le problème serait résolu.

120. Je dois remercier le représentant de la Grèce d'avoir corrigé une erreur qu'il avait faite au début de la matinée en faisant référence à M. Kuçuk, qui a cessé depuis quelque temps d'être le leader de la communauté turque et le Vice-Président de Chypre. Pour quiconque s'intéresse au problème de Chypre, c'est à M. Denktash qu'il aurait dû faire référence. Je le remercie d'avoir corrigé.

121. M. CARAYANNIS (Grèce) [*interprétation de l'anglais*] : Je pense que nous pourrions éviter de prolonger indûment cette discussion, car l'heure est tardive. Si le problème est d'entendre M. Denktash — et je m'excuse d'avoir commis une erreur en citant M. Kuçuk — la seule chose à faire est d'attribuer la question à la plénière, laquelle est libre de renvoyer ce point à l'une quelconque de ses grandes commissions, et la commission pourra se réunir comme elle l'entendra pour écouter M. Denktash et lui répondre. Si les questions et les réponses sont nombreuses, il y aura évidemment plus d'une séance consacrée à cette question. Ce qui importe, c'est que le débat général sur Chypre et la discussion des projets de résolution aient lieu ici, en plénière, et non dans une commission. Mais la solution la plus simple est d'attribuer

cette question à la plénière, laquelle sera certainement, dans sa sagesse, en mesure de prendre une décision — et je serais prêt à voter en sa faveur — pour renvoyer la question à une commission, qui pourra entendre M. Denktash.

122. Le PRÉSIDENT : Je donne la parole au représentant de Cuba pour une motion d'ordre.

123. M. ALARCÓN (Cuba) [*interprétation de l'espagnol*] : Si ma délégation intervient en cette minute, ce n'est pas pour examiner la question de Chypre, à laquelle nous attachons la plus haute importance, que nous jugeons très urgente et que nous aborderons en temps voulu. Ce qui nous inquiète, c'est que nous risquions de commencer à l'examiner avant que l'Assemblée n'ait achevé la tâche qui lui incombe : adopter l'ordre du jour et répartir les différents points.

124. Après l'intervention du représentant du Mexique, la situation s'était considérablement éclaircie. Il est certain que le point concernant Chypre avait été approuvé et il est manifeste — comme vous vous en souviendrez — que nous avons, par acclamation, décidé de l'attribuer à la plénière. La discussion qui a eu lieu par la suite fait, à notre sens, apparaître deux choses : l'importance et l'urgence de la question qui a été retenue par l'Assemblée générale, puisque c'est à l'unanimité qu'elle a décidé de l'inscrire à l'ordre du jour, et la divergence d'opinions quant à la manière dont l'Assemblée doit organiser et mener cette discussion. Ce problème pourra évidemment donner lieu ultérieurement à controverse. Mais il ne nous semble pas qu'il soit approprié de continuer ces débats au cours de cette séance où l'Assemblée générale doit adopter et répartir les points de l'ordre du jour.

125. Je pense que le mieux serait de poursuivre la question de la répartition des points en décidant d'attribuer celle de Chypre directement à l'Assemblée plénière. Lorsque celle-ci se réunira pour l'examiner, il est probable qu'elle sera saisie de plusieurs propositions ou suggestions portant sur l'organisation de la discussion. Parmi elles, il pourrait en être qui proposent à l'Assemblée générale de renvoyer ce point à l'une quelconque de ses grandes commissions. Il n'en demeure pas moins que la décision de ce matin, à savoir l'attribution de cette question, a été prise il y a quelques instants et qu'elle consiste à attribuer la question à l'Assemblée plénière.

126. Ma délégation regrette qu'une difficulté ait surgi et que la délégation turque n'ait pu intervenir au moment prévu. Nous le regrettons parce que nous aurions pu procéder à une discussion plus ordonnée si cette délégation avait pu utiliser son droit d'intervention à ce moment-là. Il n'en demeure pas moins que la décision est prise et qu'elle n'affecte pas le moins du monde la position exprimée par la délégation turque et d'autres délégations sur cette question puisque l'Assemblée plénière elle-même devra examiner ces arguments et trancher. Mais prendre une décision maintenant ici pose, à notre sens, deux problèmes : le premier, c'est que l'Assemblée aurait à revenir sur une décision déjà prise non seulement dans une même session, mais dans une même séance, ce qui, selon nous, nécessiterait un vote à la majorité des deux tiers, en vertu de l'article 81. En outre, nous sommes conduits à discuter maintenant de la question de

Chypre, qui ne figure pas à l'ordre du jour d'aujourd'hui, mais aura sa place plus tard dans nos travaux.

127. Par conséquent, ma délégation lance un appel à tous les membres de l'Assemblée pour que nous revenions au point où nous en étions, c'est-à-dire, si je ne m'abuse, à l'examen de la répartition des points de l'ordre du jour à la Deuxième Commission, ce qui fait apparaître un léger progrès depuis que l'on s'est saisi de la question de Chypre, et pour que l'on réponde favorablement à la suggestion judicieuse faite par le représentant de l'Arabie saoudite, à savoir que vous-même, Monsieur le Président, le Secrétaire général et tous ceux qui peuvent rapprocher les diverses positions, d'aider les parties intéressées, afin que, lors de l'examen de la question de Chypre, nous soyons en mesure de l'aborder avec des difficultés moindres que celles qui se posent pour l'instant.

128. M. DRISS (Tunisie) : Je voudrais tout d'abord, Monsieur le Président, vous adresser les félicitations de la délégation tunisienne, en attendant que le Ministre des affaires étrangères de la Tunisie vienne lui-même vous les présenter de façon solennelle.

129. Je ne voudrais pas compliquer votre tâche ni celle de l'Assemblée générale, mais il semble que nous venons d'avoir une discussion extrêmement importante dépassant la question de procédure. Nous avons entendu le représentant de la Grèce faire une proposition qui a été acceptée par le représentant de la Turquie. Je crois qu'il faudrait saisir cette occasion pour essayer de travailler d'une façon plus positive et plus concrète. Je voudrais donc appuyer la proposition qui a été faite de permettre, à M. Denktash, le représentant de la minorité turque à Chypre, de participer à la discussion du problème de Chypre lorsque l'Assemblée générale en sera saisie.

130. J'ose espérer, Monsieur le Président, que, sous votre présidence dynamique et éclairée, l'Organisation des Nations Unies pourra aborder le problème de façon plus pratique — et je dirai même de façon plus efficace.

131. M. HOVEYDA (Iran) : Quand j'ai demandé la parole, j'allais faire une proposition à peu près dans les mêmes termes que ceux que vient d'employer le représentant de la Tunisie. Aussi bien, je voudrais profiter de ce que vous m'avez donné la parole, Monsieur le Président, pour soutenir la proposition tunisienne. Tout à l'heure, le représentant de la Turquie nous a fait part de ses préoccupations et le représentant de la Grèce a répondu qu'il ne voyait pas d'inconvénient à entendre un représentant de la communauté chypriote turque lorsque le problème viendra en discussion. Par conséquent, je crois que nous sommes devant la solution de ce problème et que nous pouvons, comme l'a dit le représentant de la Tunisie, déclarer ici que, le moment venu, le débat sera tel que tous les points de vue pourront y être représentés.

132. M. RICHARD (Royaume-Uni) [*interprétation de l'anglais*] : Il semble que l'atmosphère de l'Assemblée générale s'alourdisse lorsqu'il s'agit de l'examen du point qui nous occupe. Je crois que cette difficulté découle du fait que l'Assemblée essaye de trancher certaines questions de procédure fort complexes et que nous ne pouvons résoudre de cette façon. Quatre points au moins ont été soulevés ce matin; ces quatre points devront faire l'objet d'un

examen de procédure approfondi et le Président de l'Assemblée devra prendre à leur sujet une décision motivée.

133. Tout d'abord, il y a la question soulevée par le représentant de Chypre et, dans une certaine mesure, par celui de la Grèce, à savoir : la décision apparente — et j'utilise à dessein le mot "apparente" — de notre assemblée d'inscrire cette question à l'ordre du jour de la séance plénière est-elle une décision valable et qui ne pourrait être abrogée qu'en faisant appel à l'article 81 du règlement ? Il s'agit donc là d'une question de procédure très difficile.

134. En second lieu, si le Président décide que, bien que l'Assemblée ait apparemment accepté la décision selon laquelle la question doit être discutée en séance plénière, le représentant de la Turquie avait cependant le droit de soulever le point qu'il a soulevé. Il n'en reste pas moins qu'une décision doit être prise par le Président sur une question de procédure précise, à savoir : dans ces conditions, l'article 15 doit-il ou non s'appliquer ? Si l'article 15 ne s'applique pas, une majorité des deux tiers doit-elle ou non s'ensuivre, aux termes de cet article ?

135. Il me semble que ce sont là des questions de procédure extrêmement difficiles qui doivent être tranchées par le Président. Je me rallie donc aux efforts faits ce matin par le représentant de l'Arabie saoudite, par le représentant du Mexique et aussi, je crois, par le représentant de Cuba, tendant à mettre un terme à la discussion sur ces détails de procédure. Il me semble que nous nous enfonçons dans des sables mouvants. Il n'appartient pas à l'Assemblée générale de déterminer d'ores et déjà la façon dont devra être menée une discussion qui se déroulera peut-être dans trois ou quatre semaines, ni de dire qui pourra ou ne pourra pas prendre la parole dans cette discussion. Je ne sais pas ce que sera la situation dans quatre semaines et je pense que personne ici ne le sait.

136. Je proposerai donc que nous prenions note très soigneusement — comme le fait ma délégation — des craintes qui ont été exprimées ici, aujourd'hui, par le représentant de la Turquie, lequel pense que l'opinion de la minorité turque à Chypre ne pourrait pas suffisamment s'exprimer et ne recevrait pas une attention suffisante. Nous devons, je pense, tenir compte de ces craintes. Nous devons aussi prendre note de ce qui a été discuté ici aujourd'hui. Peut-être y a-t-il une possibilité de compromis entre les parties sur la procédure. Mais je ne pense pas que notre discussion, en ce moment, fasse véritablement avancer les choses. Je ne crois pas que poursuivre la discussion pendant peut-être une heure ou plus, de la façon dont elle s'est déroulée jusqu'à présent, fasse progresser beaucoup la question. Par conséquent, pour m'en tenir aux règles de procédure, je fais une proposition formelle, aux termes de l'article 74 du règlement de l'Assemblée générale et suivant l'exemple du représentant de l'Arabie saoudite, à savoir que je demande l'ajournement de la discussion sur ce point.

137. M. OLCAY (Turquie) [*interprétation de l'anglais*] : Je m'excuse auprès de tous les membres de l'Assemblée d'avoir si souvent pris la parole. Je voudrais cependant faire encore deux observations. La première porte sur une erreur matérielle qui a été commise ce matin. Il faut la reconnaître comme telle



et elle ne doit donc pas être invoquée comme argument dans le débat. Le Secrétariat a commis une erreur matérielle en transmettant à la présidence ma demande. Je pense donc que cette erreur ne peut être invoquée maintenant comme argument pour résoudre le problème principal.

138. Ma deuxième observation, je la fais à l'intention du représentant du Royaume-Uni qui, par inadvertance, a utilisé dans son discours le mot "minorité" à propos des Chypriotes turcs. Les traités auxquels son gouvernement est également partie indique qu'il y a une communauté turque à Chypre mais non pas une minorité turque. La communauté turque est peut-être en minorité, mais elle est sur un pied d'égalité avec la majorité, et c'est cela qu'indique l'emploi du mot "communauté". Je souhaitais simplement faire cette correction.

139. M. AKHUND (Pakistan) [*interprétation de l'anglais*] : Nous avons passé bien du temps à ce qui semble être une querelle de procédure et je partage les doutes exprimés ici par M. Richard, notre collègue du Royaume-Uni, quant à l'utilité d'un tel débat. Cela semble certainement une façon peu favorable de commencer la discussion si l'on veut aider les parties concernées à arriver à un accord à Chypre. Je pensais que nous commencions à sortir du labyrinthe des arguties techniques et je crois que c'est la seule voie à suivre. C'est pourquoi tout en n'étant pas tout à fait d'accord sur les raisons qui ont été invoquées par M. Richard pour proposer un ajournement de ce débat, je souscris très certainement à la proposition elle-même. J'estime qu'un prolongement de la discussion ne permettrait pas de tirer au clair les problèmes. Nous avons entendu les parties directement intéressées — le représentant de la Turquie et le représentant de la Grèce — faire preuve ici d'un esprit de compromis, et je crois que c'est là ce qu'il nous faut encourager.

140. Je suis certain, Monsieur le Président, que lorsque nous leverons la séance, vous saisierez l'occasion de consulter les parties directement intéressées afin

de trouver une solution qui leur soit acceptable et qui soit conforme au règlement. Je pense que c'est là une façon de faire parfaitement possible et je la recommande. Si nous continuons ici à nous poser la question de savoir si une décision a été prise ou non, si elle est apparente ou réelle, quel article s'applique, nous nous écarterons vraiment de la voie qui a été si clairement indiquée ici par les représentants de la Grèce et de la Turquie.

141. Puisque j'ai la parole, je voudrais donner une explication au chef de la délégation de la République de Chypre. La raison pour laquelle je n'ai mentionné que la Grèce et la Turquie dans ma précédente intervention, est que leurs représentants étaient les deux orateurs qui m'avaient immédiatement précédé et c'est à leurs arguments que je me référais. Nous avons des sentiments très chaleureux pour toutes les populations de Chypre, nous leur adressons nos meilleurs vœux et nous sommes parfaitement conscients du fait que Chypre est la principale partie intéressée à ce problème.

142. Le PRÉSIDENT : Il m'a semblé plus utile de laisser le débat s'instaurer sur cette question afin de dégager aussi rapidement que possible une solution avec, au moins, le témoignage moral de l'Assemblée générale.

143. Je pense que peu à peu, nous nous sommes très sensiblement rapprochés d'un compromis et si je n'ai pas entendu l'appel fort opportun de notre ami, le représentant de l'Arabie saoudite, M. Baroody, qui avait déposé une motion d'ajournement, c'est précisément parce que j'avais le sentiment qu'un compromis commençait à se dégager entre les parties directement concernées. Je demanderai donc au représentant du Royaume-Uni de ne pas insister sur sa proposition relative à l'application de l'article 74. Toutefois, je vais lui donner satisfaction sur la deuxième partie de sa déclaration en levant la séance jusqu'à 15 h 30.

*La séance est levée à 13 h 30.*